

Je partage la conclusion exprimée dans « atlantico.fr » le 4 juin par Bruno Alomar, ancien haut fonctionnaire à Bruxelles : « Pour ma part, j'ai tendance à penser que les défauts de la zone euro, bien qu'il ne faille pas en surestimer les effets, ne peuvent pas être corrigés. Les États ont des intérêts et des conceptions monétaires trop éloignées. Tôt ou tard, je pense que l'Allemagne et l'Italie ne partageront plus la même monnaie. Ce ne devrait pas être un drame...mais cela le sera sans doute du fait de l'incapacité des élites soit de l'empêcher, soit de l'organiser ».

Comme le propos de B. Alomar rejoint l'analyse qui parcourt cet historique de l'euro depuis longtemps, j'en profite pour exprimer mon point de vue personnel sur la situation de la zone euro depuis l'arrivée d'É. Macron à l'Élysée : on est actuellement, selon moi, en présence de trois paris.

♦ Il y a celui des Allemands, persuadés que la dimension économique, et plus spécialement monétaire, prime sur tout et que l'ordolibéralisme est la seule idéologie qui vaille. Ils parient que pour assurer la réussite de la zone euro, elle doit s'imposer à tous.

♦ Il y a celui d'É. Macron, qui, tranchant avec la stratégie de ses prédécesseurs qui espéraient trouver une voie moyenne entre les pays du Nord et ceux du Sud, tente de faire en sorte que la France gagne en crédibilité, spécialement aux yeux des Allemands, en menant une politique conforme au pacte budgétaire européen – bien qu'il critique le « fétichisme budgétaire » – et en adhérant à « l'économie sociale de marché » à l'allemande. Il parie que, ce faisant, il se met en situation de défendre avec quelques chances de succès son projet de relance européenne et de réforme de la zone euro.

♦ Et il y a un pari qu'aucun dirigeant européen actuel ne fait mais qui a ma préférence : on ne pourra pas remédier avec des bouts de sparadrap aux vices congénitaux que connaît l'euro depuis sa naissance, au premier rang desquels se trouve l'erreur d'avoir voulu faire une « monnaie sans souverain », autrement dit d'avoir mis « la charrue avant les bœufs ».

- Certes, la construction monétaire a eu sa logique, puisée dans la stratégie des pères fondateurs, celle des « petits pas ». On a commencé dans le domaine de l'énergie (CECA), qui a été élargi aux autres secteurs économiques avec le Marché commun, ce qui a permis de déboucher sur le Marché unique pour promouvoir les « quatre libertés » de circulation (biens, services, capital, travail). A partir de là, il est compréhensible que l'on ait pensé à concevoir une monnaie unique (ou commune), en estimant que cela parachèverait le marché unique et que ce serait un pas supplémentaire en direction de l'union politique.

- Mais c'est précisément là que le bât blesse !

Pour qu'une monnaie unique soit viable, pour que la construction économique et monétaire de l'Europe ne soit pas bancalée, il faut préalablement faire avancer l'idée de l'union politique ou au moins celle d'un fédéralisme budgétaire et donc renoncer à un minimum de souverainetés nationales au profit d'une souveraineté proprement européenne.

Selon moi, il faut tirer les conséquences de cette double impossibilité, celle de continuer à fonctionner avec un euro tel qu'il est et celle de le « réparer » sérieusement et durablement.

- Le pari consiste alors à sortir de cet euro-là pour en reconstruire un tout autre, en réunissant les pays qui exprimeraient la volonté politique de partager « pour le meilleur et pour le pire » une « union économique et monétaire » optimale (au sens de la meilleure possible, compte tenu des contraintes), avec

entre autres composantes une monnaie unique (ou seulement commune), d'en assurer ensemble la gouvernance - sans s'exposer aux affres de l'ordolibérale et d'une vision dogmatique des questions monétaires et budgétaires -, de veiller à ce que le fédéralisme monétaire s'accompagne d'un véritable fédéralisme budgétaire, donc d'une harmonisation fiscale - elle-même accompagnée d'une harmonisation sociale. L'ensemble serait soumis aux règles d'une démocratie bien réelle et non aux diktats d'une technocratie toute puissante, aux décisions d'un pouvoir politique et non aux mécanismes aveugles d'une concurrence soi-disant « libre et non faussée » ; en reconnaissant le rôle irremplaçable de l'État comme garant des biens communs, comme protecteur contre les différentes formes d'inégalités quand elles heurtent la justice sociale, et comme régulateur, stratège et promoteur des activités économiques productrices de prospérité : Keynes et Schumpeter, vous qui avez démontré l'intérêt de l'interventionnisme étatique dans une économie qui est toujours en déséquilibre, l'un parce que les marchés sont toujours imparfaits - l'État doit alors être réactif -, l'autre parce que l'évolution des technologies est toujours déstabilisante - l'État doit alors être proactif -, revenez nous aider ! Et écoutons aussi les analyses de Michel Aglietta sur les ravages de la financiarisation excessive de l'économie et de la dimension actionnariale prédominante du capitalisme actuel.

Soulignons que ce troisième pari, d'inspiration franchement fédéraliste, ne nie pas pour autant les États-Nations, qui restent incontournables, surtout en Europe à cause ou grâce à son histoire (on parle à juste titre de « vieux continent »). Il est incontestable que les pays européens sont différents par leur histoire, leur culture, à commencer par leur langue, également par leurs atouts et leurs contraintes. Mais deux faits permettent de transcender ces différences, et même de les transformer en richesses à partager : d'abord, les citoyens peuvent avoir plusieurs appartenances (ici, Nation et Europe) et ensuite, pour que des pays européens se rassemblent pour former une fédération viable, la condition sine qua non est leur adhésion aux mêmes valeurs fondamentales.

Un autre argument important, voire décisif, milite en faveur de ce troisième pari : les deux autres sont fondés d'une manière ou d'une autre sur un accord au sein du « couple franco-allemand ». Or, cet accord n'est ni facile ni même souhaitable. En effet, d'abord de nombreux États membres vivent mal cette forme de domination qu'exerce le couple franco-allemand sur le reste de la zone euro et de l'UE, ensuite, les points de vue français et allemands restent très différents sur des questions essentielles comme le type de fédéralisme qu'il faudrait instaurer ou la forme que pourrait prendre une meilleure coordination des politiques économiques et sociales, enfin la France est en position d'infériorité par rapport à l'Allemagne, le couple est dissymétrique et, comme je l'ai écrit déjà ici, la politique macronienne se fonde dans le moule de l'ordolibéralisme allemand.

Pour simplifier, le pari n°1, celui d'A. Merkel, correspond à une révision de la zone euro, le pari n°2, celui d'E. Macron, à une réforme et le 3^{ème}, qui a ma préférence, à une refonte. Chacun de ces paris a sa logique, ses coûts et avantages, ses ambitions, ses horizons et temporalités.

PS 1 (du dimanche 10 juin) : dans Le Monde paraissent ce jour des articles de T. Piketty et P. De Grauwe qui font écho, ni plus ni moins, aux lignes qui précèdent. Voir des extraits significatifs de ces articles dans mon « Historique de l'euro ».

PS 2 : Pour le pari de la refonte, j'indique que « pour que des pays européens se rassemblent pour former une fédération viable, la condition sine qua non est leur adhésion aux mêmes valeurs fondamentales ». Dans l'édition du journal Le Monde des dimanche 12 et lundi 13 août, le philosophe Claude Obadia donne un point de vue intéressant sur les valeurs fondamentales auxquelles devaient tous adhérer les pays décidés à former ensemble une Europe fédérale : « L'Europe n'existera que lorsque les peuples européens se reconnaîtront dans l'idée de l'Europe. C'est à cette condition sine qua non qu'ils parviendront à s'affirmer européens. Considérer que l'identité européenne n'est qu'une disposition à s'ouvrir à toutes les identités, loin de fonder la possibilité de l'Europe, nous condamne en vérité à la défaire ! (...) Si le choix est celui de l'Europe, alors il se doit d'être celui du culot dont fit preuve en son temps Benda. Il se doit aussi d'être celui du courage : celui d'affirmer que l'Europe est le nom d'un ensemble de valeurs héritées de son histoire et, en l'occurrence, de l'influence conjointe de la culture gréco-romaine et de la spiritualité judéo-chrétienne. (...) Si nous voulons construire l'Europe, nous devons affirmer haut et fort notre attachement à ces valeurs. Pratiquement, cela consiste à promouvoir ce que l'on pourrait appeler les « maximes du sens commun européen ». Première maxime : être fier, à l'aune des sources historiques de l'Europe, d'être démocrate et laïque. Deuxième maxime : être fier de croire à la dignité de la personne humaine sans distinction de sexe, de religion ni d'opinion. Troisième maxime : oser affirmer que ces valeurs ne sont pas négociables. Car ce n'est pas en oubliant notre identité que nous pourrions nous ouvrir à la diversité et permettre aux Européens de se reconnaître dans l'Europe. C'est en la cultivant. Alors seulement les peuples européens pourront avoir envie de l'Europe ! »

Note : plus haut dans son article, C. Obadia cite une phrase de Julien Benda qui date de 1933 : « l'Europe ne sera pas le fruit d'une simple transformation économique ou politique. Elle devra d'abord accomplir une révolution dans l'ordre intellectuel et moral ».